

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 27 mai 2021
(Convocation du 12 mai 2021)

Aujourd'hui, le vingt-sept mai deux mille vingt et un à 11h30, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Christiane AUTIGEON, Céline SALLES, Dominique DEGOS, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Christophe TERRAIN, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Charles PELANNE, Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Nathalie BARROUILLET, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Gabriel BELLOCQ, Xavier LAGRAVE, Thierry CARRERE

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Affaires budgétaires / Ressource en eau - Programme d'actions 2021 - Travaux sur le réservoir du Louet - candidature à l'appel à projet « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau » proposé par l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Exposé des motifs :

Le réservoir du Louet (classe A, réalimentant le Louet et l'Adour en amont d'Aire) présente depuis 2016 un glissement sur le parement amont, dû aux fortes sollicitations pour le soutien d'étiage qui entraînent des abaissements rapides du niveau de l'eau en regard des capacités de désaturation du remblai. Les différentes études et travaux d'investigations réalisées dans le cadre de programmes annuels précédents ont mis en évidence une déstructuration du remblai sur une épaisseur de 5 à 6 m, et dont l'extension latérale est en cours d'identification.

Un premier avant-projet pour un drainage du parement amont a été produit en 2018 et présentait un coût estimatif de 970 000 € HT ; les services de l'Etat ont demandé des compléments d'investigations pour s'assurer de la pertinence et bon dimensionnement de la solution proposée.

Les derniers éléments de connaissances acquis lors des investigations de terrain de fin 2020 permettent d'affiner la solution de traitement pérenne par drainage pour un coût global d'opération estimé à 1 200 000 € HT.

Dans le cadre du plan de Relance économique, l'Etat a prévu une enveloppe de 15 M€ pour mettre en conformité ou rétablir les capacités des ouvrages multi-usages, mais cette enveloppe uniquement les ouvrages domaniaux gérés par la DGPR du MTE.

L'agence de l'eau se propose d'accompagner les propriétaires des autres ouvrages compte tenu de la fonction multi-usages des retenues, de la contribution de certains de ces travaux à la restauration de l'équilibre quantitatif et du débit des cours d'eau en période d'étiage.

Pour cela, l'agence vient de lancer un appel à projet « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau » qui porte sur les opérations de mise en sécurité, pour des ouvrages multi-usages pouvant, par la réalimentation de cours d'eau, contribuer à la sécurisation des prélèvements et du débit des rivières. Les travaux doivent permettre de restaurer les modalités initiales de gestion hydraulique des retenues, en débit et/ou volume.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Les travaux à réaliser sur le réservoir du Louet rentrent bien dans ce cadre : une contrainte de gestion débitmétrique s'impose sur les déstockages du Louet, par réduction du débit lâché pour réduire la vitesse d'abaissement du plan d'eau, pénalisant le soutien d'été (réalimentation des milieux aquatiques et compensation des prélèvements) du Louet et de l'Adour

L'appel à projet présenté prévoit une phase de candidature avec une lettre d'intention à déposer au plus tard le 1er juillet, puis pour les opérations présélectionnées, un dépôt de dossier complet au 31 décembre 2021.

L'enveloppe pour cet appel à projets est de 4 M€.

Le taux de financement est celui relatif aux opérations d'aménagements de réserves existantes dans le cadre de la délibération DL/CA/18-70* (gestion quantitative de la ressource et économies d'eau) soit :

- Taux de base 50 %
- Taux bonifié de 70 % pour les opérations réalisées au bénéfice d'un territoire prioritaire en termes de restauration de l'équilibre quantitatif

Plan de financement prévisionnel :

| Coût estimé de l'opération HT | Territoire prioritaire (déséquilibre important) | Taux de financement attendu | Montant maximal attendu de l'aide Agence* | Charge résiduelle minimale IA |
|----------------------------------|--|-----------------------------|---|---|
| 1 200 000 € (Estimation interne) | Part Louet 3 Mm ³ /5 Périphérie élémentaire 222 : NON | 50 % | 360 000 € | 504 000 € dont : CD32 (14%) : 70 560 € CD65 (66%) : 332 640 € CD64 (20%) : 100 800 € |
| | Part Adour 2 Mm ³ /5 Périphérie élémentaire 221 : OUI | 70% | 336 000 € | |

* sous réserve des dépenses retenues comme éligibles

LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- De solliciter la participation financière de l'agence de l'eau Adour-Garonne pour les travaux d'optimisation du réservoir de soutien d'été du Louet dans le cadre de l'appel à projet « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau », pour un montant estimé de 696 000 €,
- D'autoriser le Président à signer le formulaire de demande d'aide ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 27 mai 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE